



Signe typographique qui représente la conjonction de coordination "et"

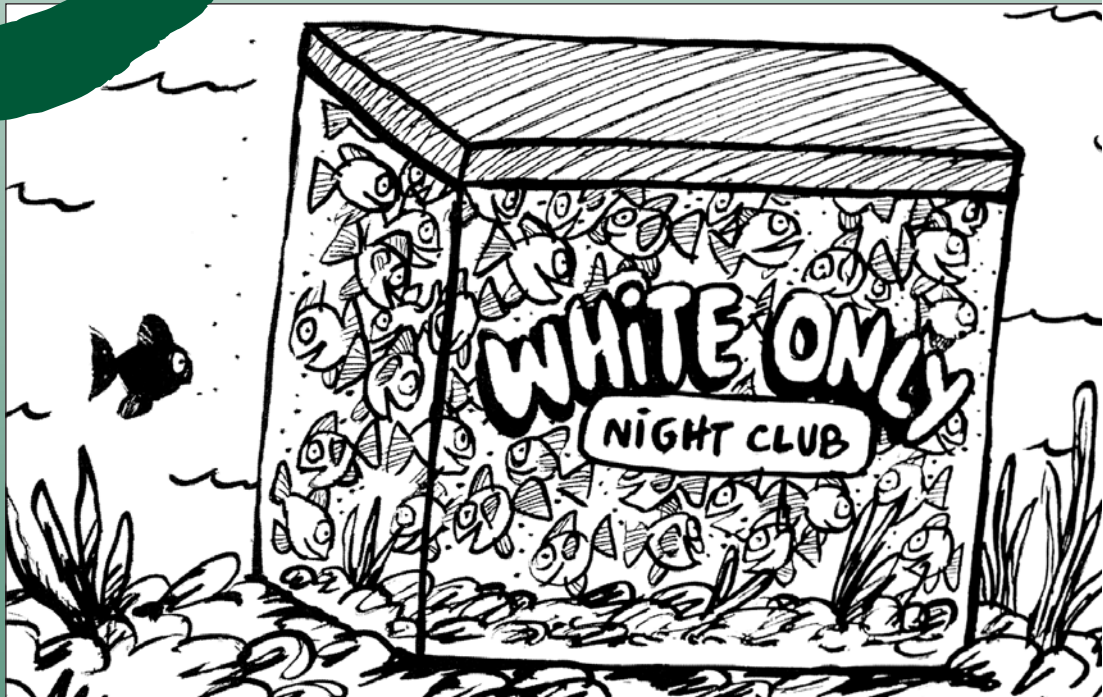
Bureau de dépôt - Bruxelles X

Belgique - België

P.P.
Bruxelles X

1 / 2425

Périodique trimestriel du CIEP/MOC
n° 46 • octobre • novembre • décembre • 2005



ENSEMBLE CONTRE

l'extrême
droite

DÉSOLÉ C'EST
DÉJÀ LOUÉ.



EXTRÊME DROITE
NON, MERCI!

EDITO

Extrême droite:
mieux comprendre
pour mieux lutter! 3

ANALYSE

**Ensemble contre
l'extrême droite**
Ensemble pour
la démocratie 4

Immigration et travail
en campagne 6

De nouvelles armes
d'action massive
contre l'extrême droite 9

Syndicalisme
et extrême droite 13

Un front pour une loi
contre le sexisme 15

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Campagne politique du
Ciep-Moc:
Viv' la commune 17

Panons le monde...
Autrement: des constats
aux revendications 18

VIE DE L'ISCO

Un Rendez-vous
à ne manquer
sous aucun prétexte 21

De nouveaux groupes Isco
un peu partout en Wallonie
et à Bruxelles 21

EN BREF 20

Un témoin parle:
le commandant
d'Auschwitz... 22

Vivre à La Docherie
des années 20' à 60' dans
un quartier populaire 22

AGENDA 23

FICHES PÉDAGOGIQUES

Des outils pour lutter
contre l'extrême droite

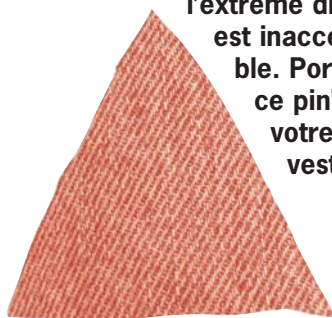


Parcours d'affiches,
*parcours de vingt années de luttes d'organisations
démocratiques contre cette peste brune qu'au len-
demain de la Seconde Guerre mondiale, nous pen-
sions pourtant, avoir éradiquée pour toujours.
Affiches et tracts qui, par l'image, nous mettent en
garde contre les vrais visages de l'extrême droite ou
qui, par quelques traits teintés d'humour, éclairent
des situations d'exclusion vécues par l'Autre, dans la
banalité du quotidien.*

Le triangle rouge....

Un petit bout de tissu accro-
ché à la veste des prisonniers
politiques dans les camps
nazis. Porter aujourd'hui ce
symbole, c'est s'engager pour
la démocratie en affirmant
clairement que

l'extrême droite
est inaccepta-
ble. Portez
ce pin's à
votre
veste...



POUR PLUS D'INFORMATIONS: CAL LIÈGE ET
LES TERRITOIRES DE LA MÉMOIRE
Tél.: 04 232 70 40 ET 04 232 70 60

Comité de rédaction:

Stéphanie Baudot, Christian Boucq,
France Huart, Frédéric Ligot, Anne Scheune,
Michèle Stessel

Secrétariat:

Francine Baillet, Rita D'Agaro,
Danielle Gorman

Photos:

CARHOP, Les territoires de la mémoire/Liège,
CNAPD, MRAX, Namur antifasciste,
Alternatives libertaires.

CIEP communautaire:

Tél: 02/246.38.41, 42, 43

Fax: 02/246.38.25

E-mail: communautaire@ciep.be

Editeur responsable:

Anne Scheune
Chaussée de Haecht 579 - 1030 Bruxelles

Design:

DCL PRINTERS 02 424 06 73
Courriel: dcl.printers@skynet.be
Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Extrême droite: mieux comprendre pour mieux *lutter!*

PAR ANNE SCHEUNE,
DIRECTRICE DU CIEP-ISCO

Les articles du dossier de ce numéro consacré à la lutte contre l'extrême droite ou la lutte pour la démocratie s'inscrivent dans la ligne directe de la campagne «Viv' la commune» et dans la suite logique de la journée d'étude organisée le 29 novembre par le Ciep «Extrême droite: mieux comprendre pour mieux lutter!»¹

Il est en effet important, à quelques mois des élections communales, de se rappeler l'émergence de l'extrême droite aux élections régionales de 2004 chez nous, avec des scores de plus de 10% à Bruxelles et à Mons, de 7% à Liège et de 14% à Charleroi; les régions plus rurales n'étant pas non plus épargnées.

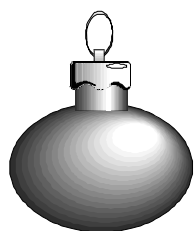
Il est donc urgent de s'outiller pour faire face aux discours politiques, aux propos et aux réactions des citoyens pour lesquels leur situation personnelle précaire pourrait engendrer un oubli de nos valeurs fondamentales que sont la solidarité, la justice et l'égalité entre toutes et tous.

Les questions ci-dessous nous ont interpellés et peuvent ainsi enrichir notre réflexion et notre combat:

- En démocratie, quelle liberté accorder aux ennemis de la liberté?
- Comment concilier l'interdiction et la démocratie?
- Comment faire pour que la démocratie ne donne pas à ses ennemis mortels les moyens d'exister et de la détruire?
- Faut-il lutter contre les arguments de l'extrême droite ou contre les propos extrémistes généralisés?
- Le terreau de l'extrême droite n'est-il pas le terreau de tous les partis?
- Est-ce l'extrême droite ne nous distrait pas de certaines données politiques et sociales qui vont faire l'actualité des années à venir?
- Que faire face à des propos d'extrême droite qui «tiennent la route»?

Des exemples d'actions concrètes menées par les associations de terrain (Ciep du Luxembourg et de Bruxelles, Vie Féminine, la FEC, la CNAPD,...) illustrent différentes manières d'agir collectivement face aux dangers de la «peste brune». ■

Je profite aussi de cet éditorial pour, au nom de toute l'équipe du Ciep, vous souhaiter une très heureuse année 2006, riche en projets et en moyens de les réaliser tous ou au moins quelques-uns...



¹ Un compte-rendu de la journée sera prochainement disponible sur le site du Ciep www.ciep.be et dans le prochain n° de l'&.

Ensemble contre l'extrême droite

Ensemble pour la démocratie

RENCONTRE
DE MYRIAM MOTTARD (CNAPD)
PAR FRANCE HUART (CIEP-ISCO)



Juste après les élections régionales et européennes de juin 2004, la Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie (CNAPD) a invité le monde associatif francophone à réagir collectivement face aux scores inquiétants de l'extrême droite. Cette invitation a donné naissance à une large plate-forme associative avec comme objectifs de préparer les prochaines élections communales et d'agir sur les électeurs potentiels de l'extrême droite.

Dans le prolongement de ces rencontres, un manifeste a été rédigé pour exprimer l'inquiétude des associations. La campagne «Pour que vive la démocratie» a été lancée avec notamment des relais sociaux et culturels, régionaux et locaux, un peu partout en Wallonie et à Bruxelles afin de remédier aux ruptures affectant les domaines politique, social, économique et culturel. Aujourd'hui, plus de 160 organisations ont rejoint la plate-forme. Le Ciep-Moc collabore à cette campagne dans les régions et au national, en étant soit partenaire actif et/ou signataire du Manifeste.

POINT DE DÉPART: L'ANALYSE DE LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Les succès électoraux des partis d'extrême droite doivent être ratta-

Manifeste «Pour que vive la démocratie»

Pour réaliser ce projet ambitieux, la CNAPD a besoin du soutien et de la participation des citoyens et des associations «pour que vive la démocratie».

Nous, associations, syndicats, centres culturels, Ong, institutions
Nous, citoyens de Wallonie et de Bruxelles

Parce que nous sommes profondément inquiets d'assister, depuis plusieurs années, à un retour d'idéologies porteuses de racisme, de sexisme, d'intolérances et, de ce fait, à une constante progression des scores électoraux des partis d'extrême droite. C'est bien sûr le cas en Flandre mais Bruxelles et la région wallonne ne sont pas épargnées. Lors des élections de juin 2004, l'extrême droite a atteint 8% en Wallonie et 10% à Bruxelles. Au fur et à mesure de cette évolution, les thèmes mis en avant par l'extrême droite sont devenus des enjeux politiques et électoraux importants.

Parce que nous constatons un malaise au sein de nos démocraties - Les succès de l'extrême droite en Belgique et en Europe doivent être analysés comme des symptômes d'un malaise dans la vie politique et dans la société.

La situation socio-économique d'une partie de la population s'est considérablement dégradée. La crise économique des années 80' a fait place à la société morcelée des années 2000'. Le chômage et la pauvreté se sont installés durablement dans certains quartiers. La crise du logement touche de nombreuses personnes et contraint les plus démunis à vivre dans des conditions indignes. Mais le malaise se répand également dans les couches plus aisées. La mondialisation ultra-libérale provoque de graves atteintes à l'emploi, à la sécurité sociale et aux conditions de vie. Les services publics font l'objet de restrictions budgétaires ou de privatisations, partielles ou totales.

Sur le plan de la participation démocratique, une frange non négligeable de la population manifeste un désenchantement, voire une véritable méfiance vis-à-vis du monde politique. Le fossé se creuse entre les citoyens et leurs mandataires publics. Plusieurs études concernant l'électorat d'extrême droite mettent en avant, comme motivation de leur vote, l'élément de protestation contre la classe politique.

La multiplication des niveaux de pouvoir et le morcellement des compétences a compliqué le paysage institutionnel au cours des dernières décennies. Le citoyen finit par s'y perdre...

En toile de fond, les profondes mutations en termes de technologie, d'organisation sociale et de valeurs ont transformé les modes de communication et de solidarité ainsi que l'ensemble des relations humaines, concourant à la déstructuration

sociale et au développement d'une certaine angoisse collective. La compétitivité, la performance et la recherche du profit matériel règlent l'ordre du monde. Les mécanismes de solidarité sont mis à mal. Le développement durable reste encore largement une utopie.

Parce que nous n'acceptons pas le racisme montant, la recherche de boucs émissaires et l'exclusion

- Un des fondements de l'idéologie d'extrême droite est le nationalisme, qui implique l'exclusion. Tous les partis d'extrême droite jouent sur la peur de «l'Autre», la recherche d'un bouc émissaire, qu'il s'agisse de l'étranger, du musulman, du juif, du gay ou du francophone.

En matière de migration et d'asile, les politiques européennes et belges sont de plus en plus répressives (dissuasion des candidats à l'immigration, contrôles renforcés aux frontières, enfermement et éloignement). Ces mesures et le discours qui les accompagne contribuent à répandre des valeurs négatives (égoïsme, xénophobie) qui sont le fond de commerce de l'extrême droite. Or, la diversité de la société belge est une réalité irréversible. La Belgique d'aujourd'hui est composée de populations d'origine belge, européenne et extra-communautaire dont les cultures s'interpénètrent. Cette diversité est une richesse. C'est aussi un défi. La cohabitation et l'interpénétration des cultures peuvent être vécues harmonieusement à condition de développer des politiques d'égalité et d'ouverture tout en luttant contre toute forme d'intégrisme.

chés à la réalité socio-politique de notre pays. En effet, pour que l'extrême droite connaisse un développement électoral significatif, deux conditions doivent être remplies: des situations de crise ou de rupture affectant les domaines politique, économique, social et l'existence d'un parti d'extrême droite dominant le paysage politique. Lorsque ces facteurs coïncident, le potentiel extrémiste de droite latent peut être activé et l'extrême droite peut ainsi devenir un acteur important du système politique, comme on le voit surtout en Flandre.

RENOUER AVEC LE CITOYEN

Cette nouvelle campagne entend combattre l'extrême droite sur tous les fronts avec en point de mire la diminution de leur potentiel électoral. Elle s'articule autour de trois enjeux principaux:

- **Dénoncer le vrai visage de l'extrême droite** en déconstruisant leurs programmes et intentions réelles. La campagne poursuivra son action pour la «suppression du symptôme», en s'attaquant directement aux partis d'extrême droite (ses structures, son financement, ses capacités

d'action) par la promotion et l'utilisation de plusieurs armes comme la loi sur le financement des partis liberticides, le cordon sanitaire politique et médiatique.

- **Interpeller le monde politique** pour qu'il innove en matière de pratique politique en renforçant l'éthique, le contrôle et l'évaluation de leurs instances, en dénonçant les pratiques mafieuses et en redéveloppant des liens avec les hommes et les femmes.
- **Dynamiser la démocratie locale** via la participation citoyenne dans la cité et par la recréation de liens sociaux (travail de remise en lien entre les citoyens au sein des quartiers).

UN RÉSEAU POUR AGIR EN PROFONDEUR

La plate-forme désire rassembler les acteurs du monde associatif pour interpeller le monde politique; mettre en réseau ces acteurs et leur offrir un espace d'échange d'informations et de bonnes pratiques; diffuser ces informations vers un public le plus large possible; fédérer les initiatives locales ou régionales de lutte contre l'extrême droite; créer des «brigades

de paroles» dans les quartiers. Et tout cela pour donner une plus grande visibilité aux actions de lutte contre l'extrême droite.

L'échange d'informations a été privilégiée à travers des outils et du matériel de communication, notamment un portail internet bien équipé et à enrichir continuellement. L'éducation est également un volet à ne pas négliger, notamment par l'intégration d'une éducation active à la citoyenneté.

Dans le courant du mois de juin, le manifeste sera transmis aux responsables politiques des différents niveaux de pouvoir pour initier le dialogue avec le politique et les interpeller largement. ■

Parce que l'extrême droite est foncièrement antidémocratique, antisociale et antisyndicale

- Les convictions et les valeurs que nous portons s'opposent totalement aux visées de l'extrême droite. Notre combat pour le renforcement de la démocratie s'inscrit dans le cadre de la construction d'une société progressiste, démocratique, égalitaire, solidaire et pacifique. A ce titre, nous réaffirmons notre attachement aux valeurs d'égalité, de justice sociale et au respect des libertés fondamentales.

Nous combattons l'exclusion et le rejet de l'autre, d'où qu'ils viennent. Nous nous opposons au repli identitaire ou nationaliste.

Le récent octroi du droit de vote au niveau communal à tous les résidents étrangers constitue un progrès important.

Nous nous engageons à combattre l'extrême droite sur tous les fronts, y compris sur le plan électoral, où ses progrès sont les plus visibles; en vue des élections communales et provinciales de 2006, nous mènerons des actions communes qui mettront l'accent sur: la dénonciation du vrai visage des partis d'extrême droite; le rétablissement de la confiance entre le citoyen et les acteurs politiques en valorisant la parole, la participation et l'action au niveau local. Un changement de climat politique, social et culturel, les succès de l'extrême droite n'étant que le symptôme d'un malaise plus profond, la partie visible de l'iceberg... La démocratie relève de plusieurs pôles: le politique, le social, le culturel, l'économi-

que et l'environnemental. Nous devons agir sur ces cinq pôles ainsi que sur les médias, l'éducation et la justice.

Nous demandons aux responsables politiques:

- le maintien ferme du cordon sanitaire autour des partis d'extrême droite;
- l'application de la loi sur la suppression du financement public des partis à caractère raciste;
- l'adoption de propositions législatives et décrets rendant indigibles les responsables d'organisations condamnées sur base des lois réprimant le racisme et le négationnisme;
- d'être attentifs à ne pas développer une rhétorique ambiguë, pouvant donner du crédit aux programmes et solutions des partis d'extrême droite
- de renouer le contact avec les citoyens, de les reconnaître comme interlocuteurs et d'encourager leur participation dans la gestion de la cité en organisant davantage de rencontres et de débats dans les quartiers; de prendre le temps de dialoguer avec les citoyens sur le fondement et les objectifs des décisions politiques et des nouvelles lois;
- de s'engager à se questionner sur leur fonctionnement et à proposer des normes, règles et modes d'action novateurs en termes de transparence, de contrôle et d'évaluation des politiques menées et des pratiques mises en œuvre.

- que soient organisés, à tous les niveaux de l'enseignement secondaire, des cours et des sessions permettant de former les jeunes au sens de la citoyenneté responsable et développant leur esprit critique; que soient utilisées les pédagogies participatives et que soient appliquées les mesures de participation dans les écoles;
- le développement d'une véritable pédagogie basée sur la reconnaissance des identités culturelles, la recherche des convergences traversant les différentes cultures, l'analyse de l'insertion de celles-ci dans le développement démocratique de la société; l'inscription, au programme scolaire de l'histoire de l'immigration
- que soit mise en œuvre, à l'intention des travailleurs du secteur privé et public, et en particulier des administrations, des forces de l'ordre et des enseignants une politique d'information et de sensibilisation à la réalité multiculturelle et à la promotion d'une dynamique interculturelle dans notre pays; que le dialogue interculturel soit aussi encouragé au niveau local par le soutien à des initiatives de terrain.

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR TOUTES LES ACTIONS DE CETTE CAMPAGNE, CONSULTEZ LE SITE
WWW.VIVELADEMOCRATIE.BE
 CONTACT: CNAPD MYRIAM MOTTARD
 RUE BLANCHE 29 À 1060 BRUXELLES
 TÉL.: 02/640.52.62 - FAX: 02/640.42.12
 MAIL: CNAPD.MOTTARD@SKYNET.BE

Immigration et travail en campagne

CIEP-MOC LUXEMBOURG

«Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre» (GANDHI)

Avec un titre provocateur «*Démocratie, Stop ou encore?*», tout le programme d'année du Ciep-Moc Luxembourg c'est focalisé autour de la démocratie face aux extrémismes. On y retrouve un ensemble de rencontres, plusieurs expositions, des conférences-débats et un voyage dans l'univers concentrationnaire de Buchenwald.

Dès le départ, un travail de mémoire a permis de croiser les réflexions et les analyses. Il a débouché sur «se souvenir pour tirer les leçons du passé». L'articulation entre le passé et ses folies meurtrières, le présent et l'avenir a été à chaque fois mis en

évidence; le présent étant caractérisé par la montée des différentes formes de néo-fascismes en Europe et l'émergence du même mélange de nationalisme (le territoire sacré), de racisme (le droit du sang) et de repli identitaire (le rejet de l'autre).

Les extrémismes d'hier et d'aujourd'hui ont créé un ennemi diabolisé contre lequel mobiliser les troupes: en Allemagne nazie, le juif; en France de Le Pen, le maghrébin. Invariablement, la mobilisation de l'extrême droite se base sur le sentiment d'une crise majeure, la primauté du groupe, la croyance de la victimisation de son groupe d'appartenance, l'esthétique de la violence, l'efficacité de la volonté et la domination par le peuple élu. Le risque de voir les partis extrémistes au pouvoir, en coalition ou seul ne peut être négligé. Mais la pollution du débat politique par le racisme, l'exclusion, la discrimination et la limitation des libertés sont aujourd'hui plus à craindre.

Il faut d'abord se rendre compte que la démocratie est un bien fragile, une valeur sans cesse en construction. Ensuite, être un citoyen responsable qui préfère l'intérêt général aux particularismes et dénonce les préjugés des-

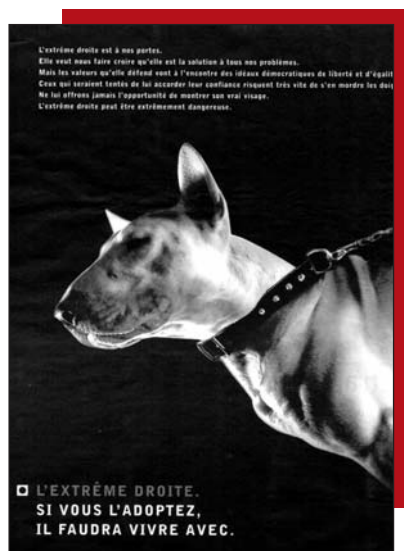
tructeurs des identités sociales des plus fragiles.

Espérer en une Education permanente qui permette à chacune de dépasser l'horizon de son identité pour rejoindre un espace collectif de reconnaissance de l'autre, espérer en la culture qui fait que le présent et l'avenir se construisent en intégrant les leçons du passé et enfin espérer en l'Homme, en son sens de la justice et son désir d'égalité.

DES DISCRIMINATIONS FACE À L'EMPLOI?

Un des séminaires a abordé la délicate problématique de l'immigration et du travail, thématique doublement difficile dans notre société en crise et interpellant de nombreux militants: quelle place accorder aux travailleurs étrangers sur le marché du travail? Comment favoriser leur engagement et diminuer ces discriminations? Des représentants du syndicat, du patronat et du Centre pour l'Egalité des chances ont été invités à y répondre lors d'une table ronde, où chacun a exposé son point de vue en partant de situations concrètes.

La pratique professionnelle de Bruno Antoine, permanent syndical et secrétaire régional CSC, a permis de mettre en lumière les discriminations dont souffrent certains travailleurs. En plus des employeurs du privé, certains «clients» de services aux personnes peuvent, eux aussi, refuser de recourir aux personnes d'origine étrangère. Pour Michel Vanderkam du Centre pour l'Egalité des Chances, quatre formes principales de discrimination peuvent avoir une influence sur le cadre du travail: les discriminations survenues lors de l'embauche, prétextées par les besoins et les attentes du client, faites par le personnel de l'entreprise et par les représentants syndicaux. En effet, une fois l'engagement conclu, les collè-





gues n'apprécient pas toujours la présence de personnes étrangères ou différentes dans l'entreprise. Roger Hennericy, directeur des Ressources Humaines chez Ferrero, a démontré que les femmes accèdent seulement au deuxième palier hiérarchique de la société. Cette table ronde fut l'occasion pour les intervenants et le public présent de réfléchir et se positionner face à cette problématique.

De son côté, le public a aussi interpellé les orateurs: une proposition est lancée au représentant syndical avec la mise en place d'activités de lutte contre la discrimination destinées au personnel. Une autre piste est l'instauration de quotas, proposition contrée par Michel Vanderkam. En effet, pour introduire des quotas, un recensement de la population étrangère et d'origine étrangère au-delà de la

Impressions d'un voyage au bout de l'enfer...

JOANNE CLOTUCHE
(CIEP-MOC LUXEMBOURG)

Un voyage dans les camps de concentration de Buchenwald et de Dora a également accompagné la campagne «Démocratie: stop ou encore?». En 3 jours, il fut un lien entre les différents modules et une articulation entre résistance et souvenir. Une cinquantaine de personnes ont ainsi eu l'occasion de rencontrer le passé afin de mieux éclairer le présent. Une plongée brutale pendant quelques heures dans l'univers concentrationnaire des détenus a obligé le groupe à prendre conscience de la dureté des conditions de vie et d'incarcération. Le premier jour du périple, nous avons traversé l'Allemagne

d'Ouest en Est. Après plus de 700 kilomètres, nous sommes arrivés à Weimar, cité de Goethe, située à 8 kilomètres du camp de Buchenwald, et qui à elle seule symbolise le pouvoir déchu, non démocratiquement, par le parti Nazi dans les années 30. A la descente du car, nous sommes confrontés de plein fouet au passé avec une manifestation néo-fasciste. Malgré leur nombre modeste, elle provoque un choc dans nos esprits d'ardents défenseurs de la démocratie. Et pourtant nous étions encore très loin de la dureté des lieux visités le lendemain.

Le 19, nous sommes face à la machine de barbarie nazie. L'absence de baraquements n'entrave nullement notre saut dans le passé. Nous avançons donc dans les vestiges de cette idéologie extrémiste. Les fours crématoires, les salles de pendaison ou de désinfection, les monuments commémoratifs, les expositions d'œuvres d'artistes enfermés dans le camp, les photos prises à la libéra-

tion sont là pour nous confronter à la dure réalité des camps. Comme nous le signale à maintes reprises notre guide des «Territoires de la mémoire», le seul moyen de comprendre est de tenter de se mettre à leur place, même si cela peut être difficile, éprouvant et déstabilisant. Cette première journée était tellement bouleversante qu'une soirée en groupe est nécessaire pour raconter, expliquer, bref pour sortir un peu de cette horreur!

Le dernier jour était consacré à la visite du camp de Dora, composé principalement d'une galerie de tunnels construits par les prisonniers. Cet endroit sinistre servait de lieu de montage des missiles V1 et V2. La visite de ces tunnels froids et humides fut très impressionnante car ils servaient aux prisonniers en même temps de lieu pour travailler, dormir, manger et mourir.

La plongée effective dans le passé s'est arrêtée là pour nous, mais les images et les sensations continuent d'être présentes en chacun de nous... ■

première génération est nécessaire. Les Belges naturalisés seraient alors catalogués comme étrangers, ce qui pourrait être discriminant.

VOIR, JUGER, ET AGIR

Face à ces constats et en vue d'actions collectives pertinentes, il est important d'analyser la situation en Belgique, où ces derniers mois, l'actualité, avec l'affaire «Naïma Amzil», incite à réfléchir à la situation des migrants sur le marché du travail. De même, les propos du directeur de la firme «Feryn» à Londerzeel qui refuse d'engager des personnes d'origine étrangère sous prétexte que ses clients n'y sont pas favorables. Ces faits divers nous rappellent que, pour beaucoup d'étrangers, la discrimination est présente à tous les échelons de la vie sociale, y compris dans le monde du travail. Or, le travail, source essentielle des revenus et de reconnaissance sociale, est un des facteurs les plus importants d'intégration dans un groupe social. Les personnes issues de l'immigration à la recherche d'un emploi rencontrent de nombreux problèmes en lien avec leurs origines. Des études ont été réalisées à ce propos, notamment celle du Bureau International du Travail qui a, en 1997, proposé pour la première fois une approche quantitative de la discrimination. Il en ressort que 30% des personnes d'origines turque ou marocaine souffrent en Belgique de discrimination à l'embauche et que 30% des universitaires d'origine extraeuropéenne n'ont pas d'emploi contre 5% de belges de souche. De plus, le taux de chômage des personnes d'origine extraeuropéenne est évalué en 1999 à 34,9%¹ et les travailleurs migrants sont souvent cantonnés dans des contrats précaires ou à durée

déterminée et dans certains secteurs.

Ces études, les directives européennes, les vagues successives de régularisation de clandestins en Belgique et dans d'autres pays européens poussent les dirigeants politiques à réfléchir à la relation entre immigration et travail. Cette réflexion doit être menée dans son intégralité et dans sa globalité. En effet, pour favoriser l'emploi chez les personnes d'origine étrangère, l'ensemble de la dynamique de formation doit être prise en compte pour permettre aux migrants de bénéficier des mêmes chances que les citoyens belges. Il faut également se pencher sur le niveau scolaire des personnes d'origine étrangère. L'enquête PISA de 2001 montre l'importance du fossé entre les résultats atteints par les étrangers ou les enfants d'étrangers et celui des Belges allochtones². L'origine, le niveau de formation des parents, le statut social de la famille ou encore une moins bonne connaissance du français sont des facteurs à prendre en compte pour expliquer cette différence.

Plusieurs pistes ont été élaborées ces dernières années pour mettre fin aux discriminations sur le marché du travail. La loi dite Moureaux de 1981 réprimant les actes inspirés par le racisme et la xénophobie est étendue depuis 1994 aux relations professionnelles avec un recours possible aux sanctions pénales. Les trois syndicats ont aussi signé avec le Centre pour l'Égalité des Chances un protocole d'accord, qui prévoit le transfert des plaintes pour racisme et discrimination.

D'autres démarches devraient être entreprises, comme développer le



management de la diversité culturelle, ouvrir la fonction publique, réformer les lois sur les équivalences de diplôme, diffuser les offres d'emploi auprès des publics étrangers, valoriser les ressources du personnel, échanger et développer des centres d'intégration. ■

Pour plus d'informations, contacter le Ciep-Moc Luxembourg au 063/21.87.33.

1. «Tous égaux face à l'embauche: combattre la discrimination ethnique sur le marché du travail», Pacte territorial pour l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles, 2002, p.54.
2. Programme international pour le suivi des acquis des élèves lancé par l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

De nouvelles armes d'action massive contre l'extrême droite

CATHERINE MORENVILLE
(DÉMOCRATIE)

Les élections communales approchent, et, avec elles, réapparaissent les craintes face aux scores des partis d'extrême droite. Malgré la loi nouvellement votée qui permet de mettre fin au financement des partis liberticides et une action en justice initiée par la Ligue des droits de l'Homme pour carence réglementaire, les partis extrémistes, eux, sont toujours là. Et l'actualité politique de ces dernières semaines (Carolorégienne, Francorchamps,...) n'augure rien de bon pour les prochains résultats électoraux.

PEU DE RÉSULTATS PROBANTS

Au-delà des discours de condamnation de l'extrême droite (plus ou moins musclés et virils), un travail de conviction devrait assurément être entrepris sur le terrain au quotidien pour éviter toute banalisation des partis extrémistes et de leurs thèses. Mais direz-vous, tous ces discours et toutes ces condamnations arrivent -souvent- trop tard: ils ne font que lutter contre un mal qui a pris le temps de s'installer et il aurait mieux valu intervenir plus tôt pour éviter son apparition, en répondant aux inquiétudes des populations.

Qu'est-ce qui est encore possible alors? Pour certains, la sensibilisation doit encore être travaillée

pour que ces partis ne gagnent pas en crédibilité: donc

- déconstruire au plus tôt - et cela dès l'école - les préjugés qui renforcent le sentiment de peur ou d'insécurité, terreau du rejet de l'Autre, du repli sur soi, sur son ethnie et ses racines, et donc de l'adhésion possible à l'extrême droite;
- décoder et combattre les vraies causes de ces sentiments (manque de lien social, précarité, impuissance face aux décisions politiques sans qu'on ait l'impression d'avoir prise sur le processus décisionnel...);
- montrer l'ineptie des réponses de l'extrême droite et le danger qu'elles représentent.

Ce sont autant de pistes déjà explorées par l'associatif, qui, depuis plus de dix ans, s'est mobilisé, sans beaucoup de résultats, contre ces partis d'extrême droite avec des campagnes de sensibilisation de l'opinion publique. Pourtant, les quatre campagnes de la Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie (CNA PD) menées à Bruxelles, Liège, Charleroi et La Louvière ont utilisé des stratégies parfois très différentes. Interpeller, choquer, provoquer une prise de conscience avec des affiches évoquant les horreurs nazies à Liège. Mobiliser le monde politique et culturel à La Louvière. À Bruxelles, la campagne «Extrême droite non merci» a distribué des toutes-boîtes interpellant et déconstruisant le discours du Blok. Des militants ont animé les marchés avec du théâtre-action pour les campagnes

législatives et régionales de 1999 et les communales de 2000. Face aux déceptions et aux résultats électoraux des partis extrémistes, la plate-forme, soutenue par 300 associations, s'est étiolée et essoufflée. En cause notamment: le flou qui entoure le public «extrême droite», mais plus encore le manque de relais avec le monde politique...

Car dans ce combat, les partis démocratiques ont une lourde responsabilité. En Belgique, avec certains de leurs discours sur l'Étranger - toujours vu en termes de problème, de flux- ou sur la sécurité - qui focalise l'attention sur la répression de la délinquance urbaine, qui serait surtout le fait d'«allochtones», tout en exonérant la criminalité en col blanc-, ces partis donnent parfois l'impression de courir derrière le Vlaams Belang. Des criminologues, analysant le Plan Verwilghen de sécurité, mis en chantier lors de la précédente législature, y ont trouvé 90 % du programme du Vlaams Belang en la matière!! La contamination des autres partis par ses idées banalise et légitime l'extrême droite. En agissant de la sorte, au lieu de balayer le Vlaams Belang, les partis démocratiques, balayent pour lui. Si l'on se drape dans la rhétorique des droits de l'Homme, comme le font souvent nos responsables politiques, la cohérence exige que les pratiques soient mises en conformité avec cette rhétorique. Dans le cas contraire, l'extrême droite vous revient à la figure, comme un boo-

merang. Et pour le plus grand bonheur du FN (Front national), le PS carolo risque fort d'en faire la triste expérience aux prochaines élections...

Du côté des médias, il n'y a pas de quoi se réjouir non plus: cela fait quinze ans et le premier «dimanche noir» de 1991 que les médias belges, et principalement flamands, se posent la question: comment doivent-ils parler de l'extrême droite? Autant d'années où les journalistes semblent avoir essayé toutes les stratégies («cordon sanitaire», diabolisation, banalisation,...) sans avoir pu entraver la montée en puissance du Vlaams Belang. Si, ni les analyses sémantiques des discours de Le Pen, ni les enquêtes de Maurice Dewilde, ni les coups de boutoir de Defossé, ni toutes les autres

manières de dénoncer l'extrême droite n'ont suffi à empêcher Anvers ou Vitrolles, c'est que la presse est loin de détenir la solution du problème. Elle a beau faire, si l'extrême droite prospère, ce n'est pas sa seule responsabilité. Et s'il est sain pour la presse de s'interroger sur son rôle, ses méthodes et son efficacité, il ne serait sans doute pas mauvais qu'elle se penche sur les raisons de l'échec des politiques à contenir l'extrême droite.

5 POINTS

POUR CHANGER DE STRATÉGIE

Face à cette contamination progressive de l'espace démocratique par les idées et les pratiques de l'extrême droite, Christian Boucq et Marc Maesschalck, co-auteurs du tout récent ouvrage «Déminons l'extrême droite», proposent ni plus ni moins d'agir collectivement!

Comment? Par le soutien politique et social à un large processus de formation-recherche avec des

acteurs-relais de la société civile. Pour eux, les réponses intellectuelles, d'ordre moral ou politique, ne suffisent pas: «les analyses, aussi approfondies soient-elles, ne peuvent jamais garantir une prise de conscience et un passage à l'action. Pour changer la donne face à l'extrême droite, nous proposons de sortir du cycle des recommandations morales, des avertissements bien-pensants, des censures plus ou moins réussies, au nom d'un front démocratique imaginaire. Les contradictions internes à l'espace démocratique sont suffisantes pour miner toutes ces réactions basées sur l'autorité de groupes sociaux déterminés, qu'il s'agisse des médias, des politiques ou des intellectuels.»

Pour passer à l'action, une série d'outils - essentiellement un plan de formation, des arguments et des grilles d'analyse - sont présentés de manière synthétique. Ils devraient servir d'accompagnement pour les des groupes d'adultes professionnels ou bénévoles

Échos d'une soirée autour de l'extrême droite

MICHÈLE STEssel
(CIEP COMMUNAUTAIRE)

«Des clés pour l'action» ont été lancées par le Ciep-Moc de Bruxelles pour mieux comprendre les réalités sociales bruxelloises et agir de manière collective pour plus d'égalité et de solidarité.

Dans ce cadre, Christian Boucq et Marc Maesschalck ont présenté leur ouvrage. À l'issue de leur exposé, plusieurs acteurs de terrain confrontés au quotidien à la montée de l'extrême droite au sein de la population, notamment des milieux populaires, les ont interpellés.

Une animatrice: Comment peut-on toucher les habitants d'un quartier où il y a des tensions entre ses différentes composantes?

C.B.: Les activités culturelles sont un bon moyen pour permettre à des gens différents qui ont le sentiment de n'avoir rien en commun, si ce n'est le fait d'habiter un même quartier, de se rencontrer, de discuter, d'échanger des idées, en participant à la construction d'un projet commun. Progressivement, ils apprennent à mieux se connaître: les préjugés et les clichés s'estompent peu à peu. Un exemple: Dans le quartier du Zavelput à Berchem-Ste-Agathe, il y avait de fortes tensions entre un groupe de jeunes et les habitants, et plus particulièrement avec le comité de quartier. Dans le cadre d'un projet intitulé «Vivre ensemble au Zavelput», le centre culturel du Fourquet, avec l'aide du Service de prévention de la commune et le GSARA (Groupe socialiste d'action et de réflexion sur l'audiovisuel), a proposé aux jeunes de réaliser un reportage vidéo sur le quartier. Cette réalisation a permis

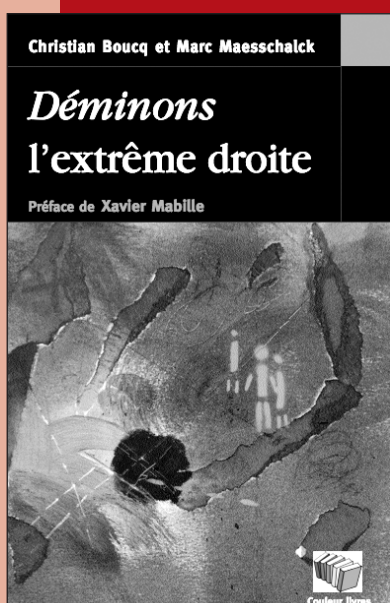
aux jeunes de rencontrer les habitants et de leur poser entre autres, la question: «Pourquoi avez-vous peur de nous?». Ce dialogue a mis en évidence que les «peurs» étaient partagées. Le reportage vidéo intitulé «Je ne suis pas raciste, mon meilleur ami est noir» a été présenté lors d'une soirée à laquelle étaient conviés tous les habitants de la commune et qui a ouvert le débat. Depuis, deux jeunes sont devenus membres du comité de quartier. L'implication de jeunes de 16 ans dans un comité de quartier est assez rare et mérite d'être soulignée.

M.M.: Nous sommes dans une société qui est en déficit de prise de parole. Comme acteurs de terrain, nous devons favoriser les processus de prise de parole.

Un participant: Les auteurs se basant sur les travaux de l'historien américain Paxton ont bien montré la manière dont l'extrême droite a manœuvré pour se hisser au premier rang. Ce n'était pas, comme on l'a souvent dit, par des coups de force, ni par des victoires électorales écrasantes.

CHRISTIAN BOUCQ:

Animateur et formateur d'adultes au Ciep-Moc chargé de cours à l'Institut des Hautes Etudes de Communication Sociale à Bruxelles. Il est engagé au niveau local dans des actions associatives, culturelles et politiques.



MARC MAESSCHALCK:

Philosophe, engagé dans l'animation sociale en éducation permanente des adultes, enseigne à l'UCL et aux Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles. Il mène ses recherches sur l'action collective au sein d'un réseau européen sur la gouvernance démocratique.

dans le cadre d'un projet de réponse au phénomène de l'extrême droite. La proposition d'action consiste à combiner, dans des actions de formation, deux ressources présentes dans les prati-

ques collectives de la société civile: un bassin d'expériences déjà nombreuses pour réagir à l'extrême droite et une culture de la formation sociale ouverte à «la construction délibérative».

santes qui auraient reflété une volonté populaire que l'extrême droite est arrivée au pouvoir. Ce n'est pas avec la marche sur Rome que Mussolini a pu établir une dictature fasciste en Italie, ni avec une victoire aux élections de 1933 en Allemagne que Hitler a instauré le IIIe Reich, mais bien parce l'extrême droite a su exploiter les petites fractures sociales de l'époque, désigner des boucs émissaires et créer des alliances avec certains acteurs politiques en place et certains acteurs économiques. La Gauche, du moins en France, ne porte-t-elle pas aussi une part de responsabilité? L'absence de réponses efficaces de Léon Blum et consorts, face à la détérioration de la situation socio-politique du moment n'a-t-elle pas favorisé la mise en place du régime de Vichy?

M.M.: Ces dernières années, en Europe, on constate effectivement une difficulté des forces de Gauche à répondre aux questionnements, aux attentes des populations fragilisées par le contexte socio-économique. L'extrême droite utilise ces fragilisations, elle se positionne sur les peti-

tes fractures sociales alors que les partis démocratiques les syndicats, les mutualités, le monde associatif se focalisent sur les grands fractures sociales: les problèmes de sécurité, le chômage, les rapports entre les différentes cultures. Il est temps pour les forces de Gauche de se mettre à l'écoute de la base et de prendre en compte les petites fractures sociales qui font le nid de l'extrême droite.

Une formatrice en éducation permanente: Aujourd'hui, j'ai donné une formation à la citoyenneté. Au moment de l'évaluation, les propos et les réflexions des participants m'ont donné le sentiment que cette formation n'avait pas du tout atteint son but. Les auteurs nous proposent des solutions à long terme alors que l'extrême droite gagne du terrain chaque jour et que par conséquent, nous devons travailler dans l'urgence.

M.M.-C.B.: L'action que nous proposons de mener se situe dans le moyen terme. Elle suppose surtout une meilleure articulation entre les acteurs de terrain, les politiques et les organisations sociales.

Le pari repose sur un ensemble d'hypothèses d'action collective qui sous-tendent les actions de formation proposées dans l'ouvrage.

L'essentiel de ces hypothèses peut être résumé en cinq points:

1. L'illusion rétrospective.

L'idée clé est que l'extrémisme politique a deux visages: celui qu'il présente pour accéder au pouvoir et celui qu'il prend quand il a pu accaparer le pouvoir. Pour l'instant, nous ne connaissons que le premier visage et beaucoup souhaitent ne pas connaître le deuxième. Pourtant, notre mémoire collective est surtout habitée par les exemples historiques qui concernent le deuxième visage. Or, pour éviter le pire, disent les auteurs, il faut se concentrer sur le premier visage et adapter sa stratégie en fonction.

2. Préconditions et conditions.

D'un point de vue stratégique, il est nécessaire aussi, lorsque l'extrême droite commence à prendre de l'ampleur, de distinguer ce qui constitue, dans la société, un terreau favorable à l'expansion du phénomène d'extrême droite, de ce qui constitue la machine de prise de pouvoir proprement dite. «En s'en prenant au terreau utilisé par l'extrême droite, on renforce sa stratégie d'implantation, analysent les auteurs. Par contre, en même temps, on laisse libres les fronts qu'elle met en place pour ouvrir des brèches dans l'espace démocratique.»

3. Micro-fractures et coopération sociale.

Pour relancer une action collective contre l'extrême droite, il faut à la fois identifier les points vulnérables de la démocratie, exploitables par les partis extrémistes et les formes de coopération entre micro et macro-acteurs démocratiques qu'il faudrait mettre en place pour élaborer des réponses pertinentes et cohérentes.



Et du côté des formations du CIEP

En 2006, plusieurs modules de formation pour déconstruire le discours de l'extrême droite sont programmés. Les formateurs en sont deux experts: Marc MAESSCHALCK, professeur à l'UCL et FUSL et Christian BOUCQ, animateur communautaire Ciep, co-auteurs de l'ouvrage «Déminons l'extrême droite». Ces formations devraient intéresser toutes les personnes confrontées à des propos extrémistes dans leurs activités et en recherche de réponses les plus adaptées possibles aux évolutions politiques actuelles.

«DÉMINONS L'EXTRÊME-DROITE»

(2 JOURNÉES: 30 JANVIER ET 20 FÉVRIER 2006).

Nous sommes de plus en plus souvent confrontés à des propos extrémistes, qui nous choquent et heurtent nos convictions intimes et nos valeurs d'engagement. Face à eux, nous sommes souvent désarçonnés: les cadres, les règles deviennent difficiles à identifier. Parfois même, des personnes non suspectées en disent et font part oralement de leur «doute». On entend dire que l'extrême droite aurait les bonnes questions même s'ils apportent de mauvaises réponses. Face à ce désarroi, nous proposons de réfléchir à partir de situations concrètes sur les réponses qui méritent d'être apportées, mais aussi d'analyser leurs limites et leur inefficacité. Ensuite, les mécanismes provoquant ces doutes et ces prises de position seront creusés pour dégager alors les représentations sous-jacentes à ces propos et identifier la manière dont ces positions extrémistes peuvent se construire et sur lesquelles s'appuie l'action politique de l'extrême droite.

Ensuite, seront abordés les modes d'actions collectives possibles au niveau local ou dans des actions plus globales en coopération avec d'autres associations. Ce qui permettrait de mettre en place des dynamiques porteuses de lien social, de réarticulation positive entre les acteurs, et de prendre en compte les difficultés rencontrées par les citoyens aujourd'hui.

FORMATION-ACTION «DÉMINONS L'EXTRÊME-DROITE»

(2 JOURNÉES)

Cette formation est destinée uniquement aux participant-e-s de la formation précédente désireux d'enrichir leur méthodologie d'action face aux propos extrémistes.

Objectifs - Depuis plusieurs années, différentes personnes ont participé à la formation «Déminons l'extrême droite», où des pistes d'actions ont été évoquées ou construites avec les participant-e-s. Depuis lors, sur le terrain, des actions concrètes ont été mises en place. Nous proposons une formation-action pour identifier les conditions d'émergence d'actions collectives efficaces et capables d'enrayer le développement de votes extrémistes.

Méthodologie - La démarche se construit à partir d'expériences individuelles de pratiques d'actions, qui seront croisées à des exercices structurés, des mises en situation, des échanges et débats (dé)construisant les schémas de fonctionnement et enfin des apports théoriques.

4. Expérimentation sociale et communautés de pratique.

Le processus de formation dans son ensemble est conçu comme le point de départ d'une expérimentation sociale, dont les points d'ancrage sont la confiance dans les capacités d'action, la coopération dans l'engagement contre l'extrême droite comme activité partagée et la préparation à la formation de nouveaux porte-parole grâce à un dispositif de suivi orienté vers la mise en réseau de communautés de pratique.

5. L'intelligence délibérative.

Une option philosophique pour un renouveau de l'action collective en démocratie, pour contrer la prolifération des micro-fascismes du quotidien et relancer une vigilance collective par rapport aux déplacements des grandes fractures sociales héritées de la société industrielle et en voie de recomposition aujourd'hui à travers les «micro-souffrances» et les «micro-injustices».

Le propos, quelque peu ardu et conceptuel, qui demande quelques efforts d'application, constitue un véritable «discours de la méthode». L'intention est claire: il s'agit pas d'une étude scientifique du phénomène de l'extrême droite, mais d'une proposition d'action nouvelle face à ce phénomène, comme le souligne Xavier Mabillet dans la préface.

L'argument principal réside dans un changement de perspective: arrêter de se fixer sur les désastres humains et politiques de l'extrême droite parvenue au pouvoir pour agir plutôt sur les signes avant-coureurs du désastre, sur cette phase d'ascension où se combinent l'indifférence des uns et l'anti-alarmisme, voire le «réalisme politique» des autres, avant le basculement vers le partage du pouvoir.

C'est sans doute dans le développement de ce postulat que réside l'intérêt principal de ce livre. ■

Syndicalisme et extrême droite

ANDRÉ LOUVET (FEC)

Que ce soit en Belgique ou en Europe, les partis d'extrême droite connaissent une audience grandissante. Le racisme, la xénophobie, l'intolérance se manifestent au grand jour. Souvent par les mots, parfois dans d'horribles passages à l'acte. La crise des sociétés modernes avec son cortège d'exclusions, d'inégalités et d'injustices susciterait la naissance ou la renaissance des idées d'extrême droite. Jusqu'il y a peu, en Europe du moins, les systèmes de protection sociale ont permis de limiter les dégâts provoqués par le chômage. Mais les difficultés rencontrées par les régimes sociaux-démocrates européens pour réduire les inégalités sociales et économiques, les «dysfonctionnements» des systèmes démocratiques

gènèrent leurs lots de doutes, de déceptions, de peurs et de violences. L'insécurité qui en résulte est ressentie confusément par la population. Les citoyens se sentent abandonnés et contraints de vivre ces peurs et ces violences dans l'isolement et l'indifférence de tous. Ce sentiment d'insécurité, qui a parfois bien du mal à se faire entendre, se complète d'une grande incertitude face à l'avenir: on ne sait plus très bien de quoi sera fait l'avenir, mais ce qui paraît certain, à beaucoup, c'est que demain sera en tous cas sombre. La peur, tout comme la colère deviendrait mauvaise conseillère. Cette peur et ce sentiment d'insécurité se développent au moment même où de profonds remaniements des repères politiques se manifestent en Europe: élargissement de l'espace économique et politique national à la dimension européenne, mondialisation de l'économie. Si les succès de l'extrême droite viennent du sentiment d'abandon qu'éprouverait une partie de la population vis-à-vis des organisations politiques et sociales, la CSC, et le syndicalisme belge en général, sont spécialement concernés par la lutte contre ces perceptions d'éloignement et de discrédit. La CSC a été interpellée depuis longtemps par cette situation complexe et propose des pistes d'actions concrètes stratégiques sur plusieurs plans.

UN SYNDICALISME DE PROXIMITÉ

La CSC et les autres organisations syndicales disposent chacune à leur manière, d'un vaste réseau de



centres de services qui sont en relation très fréquente avec beaucoup d'affiliés chômeurs ou bénéficiaires de revenus de remplacement. Ce syndicalisme de proximité constitue un outil adéquat pour traiter les sentiments collectifs d'abandon et d'incertitude. Comment? En ayant le souci d'activer le service aux affiliés dans une double perspective: l'efficacité du traitement de leurs dossiers via l'organisme de paiement se doit de prendre en compte la détresse ou la souffrance culturelle qui se cache derrière un numéro d'affiliation, un code de la législation sociale ou une convocation de l'Onem dans le cadre du plan d'activation des chômeurs. Une lutte préventive contre une éventuelle montée de l'extrême droite doit faire partie des priorités de la CSC.

L'ACTION CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Dans les entreprises, les dernières élections sociales ont donné ou confirmé une légitimité à de nombreux délégués qui sont de ce fait investis de la mission de représenter les travailleurs et de faire valoir leurs intérêts à tous les niveaux de la concertation sociale. Ces élus syndicaux peuvent aussi lutter contre l'extrême droite en étant vigilants face à tous développements d'opinions racistes, antisémites, ou simplement poujadistes,

Avec l'extrême droite,
la cible, c'est toi



mais aussi en ayant avec les travailleurs une politique de communication, d'écoute, de débat et de prise en compte démocratique de leurs réalités quotidiennes. Les représentants syndicaux dans les instances paritaires de l'entreprise sont spécialement attentifs aux discriminations à l'embauche, explicites ou implicites, ainsi que sur les risques de dérives «corporatistes» que peuvent entraîner des revendications de groupes privilégiés de travailleurs ou simplement des techniques de management visant à contourner le syndicalisme dans l'entreprise, surtout dans les PME. Ils ont le droit d'agir en justice pour des actes et attitudes racistes dans le contexte du travail.

L'ANALYSE OUI, LES PRÉJUGÉS NON!

Si l'extrême droite, c'est bien souvent le rêve de l'exercice du pouvoir par le «muscle» et le «coup de gueule» face aux démocrates bavards et ramollis. Si l'extrême droite c'est bien souvent la recherche de la solution à un problème par l'élimination du problème et de ceux qui sont censés en être la cause. La CSC veut mettre tout en œuvre, spécialement par la formation et l'éducation permanente, pour que les problèmes socio-économiques qui concernent les syndicalistes soient analysés et traités avec la rationalité qui convient à une organisation représentative et responsable.

En ce qui concerne, les priorités socio-économiques sur les revenus, l'emploi, la fiscalité, la sécurité sociale, il importe donc de communiquer aux citoyens en quoi elles visent à réduire les inégalités. La différence majeure avec les projets de l'extrême droite réside dans le fait de donner la priorité aux mécanismes d'égalisation qui privilégient la solidarité sociale plutôt que des formes de solidarité basées sur la «corporation», la communauté, l'ethnie, la «préférence nationale ou régionale».

DES PRISES DE DÉCISIONS DÉMOCRATIQUES

La prise de décision sociale et économique dans le cadre du «Pacte social» et du système de relations collectives du travail est un modèle de démocratie. Malgré les défauts inhérents à toute organisation collective, ce système de concertation professionnelle et interprofessionnelle est à protéger contre toutes autres formes de prise de décisions autoritaires. Le souci d'un fonctionnement correct de la prise de décision démocratique dans l'organisation syndicale est lui aussi un garant contre toutes velléités d'extrême droite.

Pour la CSC, ceux qui critiquent ou s'opposent à la démocratie n'ont pas à profiter de ses méthodes et n'ont pas de place dans le débat, la décision interne et dans les médias. C'est pourquoi, des règles internes ont été mises au point pour les militants CSC qui seraient aussi affiliés à des groupes ou des partis d'extrême droite.

Avec les autres acteurs sociaux et politiques, la CSC a le souci du respect de l'Etat de droit dans le cadre juridique des «Droits de l'homme», elle soutient les mouvements contre le racisme et la xénophobie et est prête à dénoncer toute prise de position qui n'entrerait pas dans ce cadre éthique.

Dans une optique plus curative, en cas de succès important de l'extrême droite, la CSC dénoncera, s'opposera et agira contre toutes alliances ou concessions aux discours et aux groupes politiques qui penseraient pactiser partiellement ou totalement avec des organisations ou des partis d'extrême droite.

LE SAVOIR ET LA LOI: L'ÉDUCATION PERMANENTE

Tenter de ne pas reculer devant la puissance des énoncés simplistes de l'extrême droite pour en clarifier les effets de vérité implique d'éviter le piège de la victimisation des citoyens. Le moteur de la rhétorique d'extrême droite n'est-il pas de «dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas?» Or, il faut bien constater qu'au moment où ce qui se pense tout bas trouve une expression publique, on découvre que ce qui sommeille en chaque homme, c'est la haine. La haine, pas l'amour: l'insupportable du semblable.

Le discours d'extrême droite met en lumière qu'il y a chez chaque être humain une pensée «silencieuse» qui a besoin d'être confirmée, confortée, satisfaite par ce qu'il dit ou entend. Cette vérité toute crue peut être très cruelle. S'il y a parfois un savoir qui la dit tout haut: il reste bien souvent contenu dans les théories de l'extrême droite. Dans ce cas, le pire n'est pas le discours en soi, mais l'effet qu'il exige. Ces théories qui se veulent politiques poussent à la satisfaction, donc à rendre enfin réels la pureté des origines, le peuple élu, l'homme vraiment homme et la femme naturellement femme. Ce savoir féroce et cruel est dangereux à partir du moment où il sert à faire la loi. ■



Un front pour une loi contre le sexisme

HAFIDA BACHIR,
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE
À VIE FÉMININE

Banalisé, le sexisme fait partie de nos vies et est intégré spontanément dans de nombreux domaines (éducation, emploi, politique, médias, syndicats, etc.). Banalisé, il est discriminant pour les femmes. C'est pour cela que Vie féminine mène actuellement une campagne pour dénoncer le sexisme ambiant, occulté par les femmes elles-mêmes, et pour mobiliser les associations pour créer un «Front pour une loi». Se mobiliser pour que nos élu(e)s s'engagent dans la voie législative afin que soit adoptée une loi contre le sexisme calquée sur le modèle de la loi contre le racisme. Lorsqu'on lutte contre l'extrême droite, il ne faut pas oublier toutes les formes de sexisme, présent dans les propos et discours de ces partis qui ont une conception très conservatrice du rôle de la femme qu'ils veulent renvoyer naturellement vers «sa sphère» privée...

BANALISATION DU SEXISME

Le sexisme est peut-être la forme de discrimination première, et la plus répandue, étant donné qu'il touche l'une des deux composantes du genre humain: il ne s'agit donc pas d'un problème concernant une «minorité». Et si les hommes autant que les femmes peuvent en être victimes, les discrimi-

nations que le sexisme génère atteignent surtout les femmes.

Le sexisme peut se manifester de manière affirmée (insultes, machisme, violence...), ou plus diffuse, intégrée par les femmes elles-mêmes. Mais si l'on observe les faits au plus près, on peut découvrir que le sexisme reste incontestablement présent dans toutes les sphères, tant publique que privée, de notre société.

Si chacun-e de nous s'arrête pour y réfléchir, il peut trouver autour de lui des exemples de traitement différencié selon le sexe... reproduits tant par les femmes que par les hommes. Toutes ces discriminations sont souvent justifiées au nom d'une conception «naturelle» des rôles sexués, qui enferme les femmes et les hommes dans des rôles particuliers sans tenir compte de leurs aspirations personnelles: de tout temps, au nom de leur «essence», de la «faiblesse» de leur sexe, de leur «incompétence» pour la raison et la rationalité, on a refusé aux femmes l'accès à nombre de postes, statuts et possibilités valorisantes. Elles ont tenu bon, ont enfoncé de nombreux bastions en montrant leurs capacités dans des fonctions qui leur étaient refusées au nom de leur prétendu «éternel féminin». Ces discriminations n'ont jamais été que l'affaire de préjugés machistes qui n'ont, à la lueur de la réalité et de l'histoire, aucun fondement. Certains de ces préjugés sont encore tenaces: on véhicule encore l'idée que les femmes sont «naturellement» douées pour les



tâches domestiques et éducatives et que, de ce fait, leur implication professionnelle ne peut être entière, celle-ci restant dès lors «naturellement» du côté des hommes, dans une vision «complémentaire» de l'homme et de la femme.

Or, bien des femmes sont tout sauf des «fées du logis», et certains pères aiment s'occuper de leur(s) enfant(s).

POURQUOI UNE LOI?

Il est temps de combattre ces préjugés, ces insultes, ces attitudes sexistes. En 1981, la loi dite «Moureaux» a signifié clairement que le racisme ne pouvait plus être toléré dans une société se revendiquant égalitaire et démocratique. Il est temps qu'une loi signale également que le sexisme n'y est plus permis ni cautionnable. Et qu'il ne peut souffrir aucun compromis ou aucune exception, qu'elle soit culturelle ou autre.

Demander une loi constitue un geste fort, qui légitimerait les idées, en les sortant de la sphère privée pour les placer dans le domaine public et signaler ainsi que certains comportements sont inacceptables. Contrer le sexisme fait partie d'une démarche de cohésion sociale dont les citoyennes ont besoin pour se sentir respectées et placées sur pied d'égalité.

ENSEMBLE POUR NOUS FAIRE ENTENDRE

C'est pour cette raison que nous demandons aux femmes et hommes politiques de considérer ce projet avec sérieux, en créant avec vous un front pour une loi contre le sexisme. Invitons nos représentant-e-s à se positionner sur cette question par le biais d'une loi, car la démocratie est inachevée tant que l'on ne s'est pas attaqué à toutes les discriminations.

Vous vous sentez concerné-e directement ou indirectement par le sexisme et vous avez envie d'y réagir en demandant l'adoption d'une loi anti-sexiste, alors prenez contact avec Vie féminine pour signer la pétition. ■

POUR TOUTE INFORMATION, CONTACTER VIE FÉMININE AU 02/227.13.00 OU PAR MAIL SEC-GEN-ADJ@VIEFEMININE.BE - SITE: WWW.VIEFEMININE.BE



Un peu de lecture en plus...

C'ÉTAIT AU TEMPS DES BARBELÉS

Entré en juin 1940 au parti socialiste clandestin, Arthur Haulot est arrêté par la Gestapo le 27 décembre 1941. Il passe six mois à la prison de Saint-Gilles où il écrit les premiers poèmes repris au début de ce recueil. Il est ensuite expédié comme otage au camp d'extermination de Mauthausen. Après quatre mois, cet homme d'un mètre nonante-deux ne pèse plus que 53 kilos. Il est près de la fin. Heureusement pour lui, il sera transféré à Dachau, «l'enfer adouci», et affecté à l'infirmerie ce qui lui permettra de survivre.

Les poèmes datés de Mauthausen n'y ont donc pas été écrits, mais conçus et mémorisés. Ce n'est qu'à Dachau où il put retrouver papier et crayon, qu'Arthur Haulot pourra les retranscrire. Les derniers poèmes de ce recueil, écrits après la guerre, témoignent du souvenir de cette captivité et de sa volonté de transmettre aux jeunes générations son témoignage, ses convictions et ses espoirs.

ARTHUR HAULOT, C'ÉTAIT AU TEMPS DES BARBELÉS, EDITIONS COULEURS LIVRES.

JAMAIS JE NE VOUS OUBLIERAI

Félix Gutmacher est arrêté le 4 septembre 1942 par la Gestapo pour le seul fait d'être né «juif». Il a seize ans. Dans le cachot, il rencontre Frieda. Ils deviennent inséparables au camp de Malines. Il a passé près de trois années dans les camps de concentration dans des conditions de vie inhumaines. Il a survécu de justesse (33kg à la libération du camp de Buchenwald le 11 avril 1945). Revenu le 8 mai 1945 à Bruxelles, il apprend qu'il est gravement atteint de tuberculose et que son père, déporté à Auschwitz, ne reviendra pas. Au cours de son traitement en sanatorium, le suicide de son frère, rescapé d'Auschwitz et de Dachau, le plonge dans une profonde dépression. Ce n'est qu'en 1949 qu'il est jugé apte à reprendre une «vie normale». Comment a-t-il pu survivre à l'enfer des camps de concentration? Comment, gravement malade, sans moyen financier, traumatisé à l'extrême, a-t-il pu se relever et ensuite encourager les jeunes des écoles à se battre et à rester vigilants?

«Une leçon d'espoir et d'humanisme qui nous révèle que l'homme est capable du pire mais aussi du meilleur.»

FÉLIX GUTMACHER, JAMAIS JE NE VOUS OUBLIERAI, EDITIONS COULEURS LIVRES.

HISTOIRE DES ÉTRANGERS ET DE L'IMMIGRATION

Dès ses origines, la population de l'actuelle Belgique est métissée. Depuis la préhistoire, des vagues de peuplement se sont entrecroisées sur notre territoire, aux frontières longtemps floues et perméables. Les Belges «pur souche» sont en réalité les métis de ces différentes strates. Cette nouvelle édition de l'Histoire des étrangers et de l'immigration est remaniée avec l'apport des nouveautés de la recherche et augmentée de chapitres inédits.

ANNE MORELLI, HISTOIRE DES ÉTRANGERS ET DE L'IMMIGRATION, EDITION COULEURS LIVRES.

DÉMOCRATIE, J'ÉCRIS TON NOM

Présenté par Hervé Broquet, 25 auteurs belges mobilisent leur plume pour la démocratie. Voyage à travers des histoires, des récits, des nouvelles aux sonorités différentes. Une réflexion afin de mieux appréhender notre espace public, un engagement afin d'y affirmer notre humanisme, dernier rempart contre toutes les formes de barbaries.

«Des textes tantôt drôles, tantôt graves et qui éclairent, chacun à sa manière, l'un ou l'autre aspect essentiel ou anecdotique du fonctionnement démocratique».

DÉMOCRATIE, J'ÉCRIS TON NOM. PRÉSENTÉ PAR HERVÉ BROQUET, 25 AUTEURS BELGES MOBILISENT LEUR PLUME POUR LA DÉMOCRATIE.

POUR TOUTE INFORMATION, CONTACTER LES ÉDITIONS COULEUR LIVRES: TÉL. ET FAX 071/32.63.22, COURRIEL: COULEURLIVRES@SKYNET.BE, SITE WWW.COULEURLIVRES.BE



Campagne politique du Ciep-Moc:

Vin'la commune



CIEP-MOC COMMUNAUTAIRE

Comme chacun le sait, les prochaines élections communales se dérouleront le 8 octobre 2006. Il s'agit pour nous tous, militants-es et citoyens-nes, d'une échéance politique importante. Niveau de pouvoir le plus proche des citoyens, la commune est, ou devrait être, en effet, le lieu privilégié de l'apprentissage, de l'exercice quotidien et de l'approfondissement de la démocratie. Les compétences communales, nombreuses et complexes, concernent en outre des domaines en lien avec des dimensions très concrètes et essentielles de notre existence individuelle et collective.

Comme ce fût le cas dans le cadre des rendez-vous électoraux précédents à l'occasion des élections fédérales et régionales, le Ciep-Moc comme Mouvement d'éducation populaire entend participer activement à la campagne politique en sensibilisant, informant, organisant et stimulant la construction critique de l'interpellation et des revendications.

Plus que jamais, il s'agit de donner des outils aux militants pour exercer en commun nos droits de délibération et de participation démocratiques si nous voulons réellement exercer nos obligations d'électeurs et d'électrices en connaissance de cause et donner pleinement sens à notre identité de citoyen-ne.

Dans cette perspective, la campagne politique communale menée par le Ciep-Moc se décline en 5 axes d'action complémentaires.

UN PROCESSUS COLLECTIF D'ÉVALUATION DES POLITIQUES COMMUNALES

Un guide d'évaluation à la fois rétrospectif et prospectif des politiques communales a été réalisé à destination des animateurs et des militants. Ce guide propose une démarche structurée d'éducation permanente devant permettre aux groupes locaux d'entamer un travail d'évaluation critique du fonctionnement et de la gestion politiques de leur propre commune. Cette démarche d'évaluation réflexive, qui devra au besoin être adaptée aux spécificités locales et aux diverses attentes des militants, devra idéalement déboucher sur l'organisation de débats et l'expression d'interpellations et de revendications, à la fois dans le cadre des différentes manifestations politiques organisées localement, mais aussi par les fédérations régionales et lors du Congrès du Moc National du 10 juin 2006 centré autour des enjeux de la politique communale.

UNE SÉRIE DE MODULES DE FORMATIONS POLITIQUES

Afin d'outiller au mieux les animateurs désireux d'initier dans leur région et leur localité une telle démarche d'évaluation collective autour des politiques communales, 8 journées de formation ont été organisées à leur intention, de septembre à décembre 2005. Chacune de ces journées de formation fut l'occasion pour les participants d'étudier concrètement, avec l'aide de personnes-ressources, les diverses modalités d'action politique articulées à l'entité communale. Pour ce faire, chaque journée de formation des cadres était consacrée à une dimension particulière de la vie collective¹; l'objectif de la formation étant de comprendre au mieux et dans chaque cas les rôles et compétences spécifiquement dévolus aux communes.

DES FICHES D'INFORMATION

11 fiches d'information portant sur des enjeux communaux majeurs² ont également été rédigées à destination des militants, des animateurs et du grand public (téléchargeables sur le site <http://www.ciep.be/campagne>).

Pour chaque thème envisagé, la fiche dresse un état des lieux critique de la situation (au niveau des entités communales wallonnes et bruxelloises), rappelle les compétences propres des communes en la matière (légales ou d'initiatives), dresse une évaluation globale et présente une première proposition de revendications à débattre.

LE SITE INTERNET

«CAMPAGNE POLITIQUE DU Moc»

Un site entièrement consacré à la campagne politique du Ciep-Moc est d'ores et déjà accessible à l'adresse <http://www.ciep.be/campagne> (et via également le site du Moc³). Il s'agit essentiellement d'un outil d'information, que nous voulons le plus efficace, le plus accessible et le plus complet possible, reprenant l'agenda des activités nationales et régionales, des outils pédagogiques téléchargeables, un ensemble d'informations sur les communes, les compétences locales et les prochaines élections, les programmes des différents partis politiques, des références aux campagnes menées par des associations proches, les prises de positions politiques du Moc,...

UN CONGRÈS DU Moc NATIONAL LE 10 JUIN 2006

La campagne «Viv' la commune» sera agrémentée d'un moment fort au Parc à Mitrailles à Court-Saint-Etienne le 10 juin 2006. Il s'agira lors de ce Congrès du Mouvement de mettre en avant les multiples revendications portées par les militants-es des groupes locaux en vue des élections communales d'octobre 2006. ■

Panons le monde... Autrement: des constats aux revendications

NICOLE TINANT (CIEP-ISCO)

En collaboration avec l'Ong Solidarité Mondiale, le Ciep mène une campagne de sensibilisation à l'accès à la santé et aux médicaments «Panons le monde...»

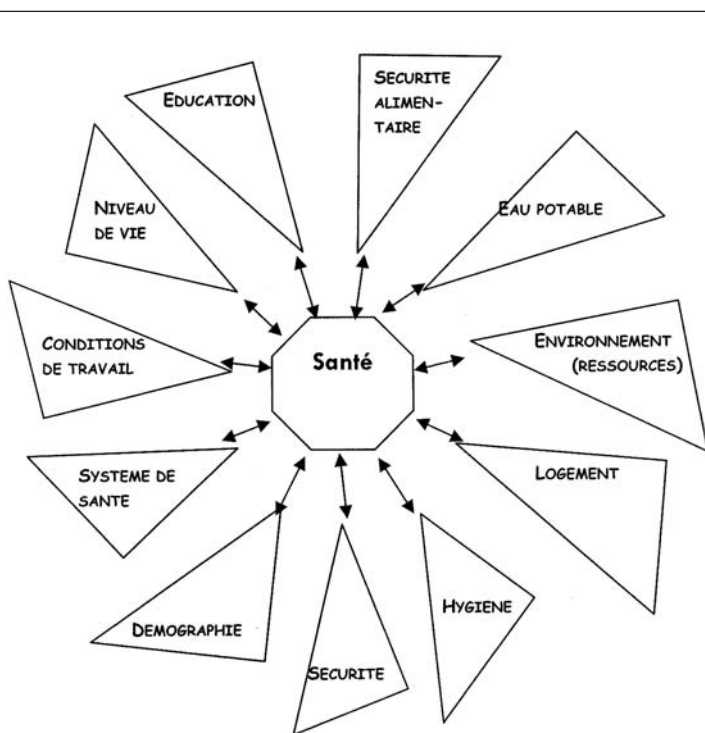
UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL GLOBAL

Les différents acteurs concernés par cette campagne ont choisi d'envisager le droit à la santé, ou plus précisément l'accès aux soins de santé pour tous, comme un

projet de développement social global. D'une part, l'état de santé général d'une population dépend avant tout de ses conditions de vie et de travail, de la qualité de son environnement, de son accès à l'eau potable,...

D'autre part, cette campagne est menée en lien direct avec les autres campagnes ou actions qui visent à modifier les équilibres mondiaux et plus particulièrement les rapports Nord-Sud.

Elle s'intègre dans un cadre global de revendications: l'annulation de la dette des PVD; l'aide au développement: à quand le 0,7%?; la cohérence des décisions politiques et le renforcement de l'État de droit.



1. Les thématiques traitées étaient: (1) Le budget et les finances communales, (2) La politique environnementale, (3) La sécurité d'existence, (4) La cohésion sociale, (5) La connaissance et la culture, (6) La vie commune dans l'espace, (7) Vivre en paix et en sécurité, et enfin (8) La vie commune en démocratie. Une neuvième journée a été consacrée à la présentation de l'outil d'évaluation des politiques communales.
2. Les thèmes traités sont: (1) La démocratie locale, (2) Les missions sociales de la commune, (3) L'aménagement du territoire, (4) La mobilité, (5) L'enseignement, (6) La culture, (7) Le développement économique et l'emploi, (8) Le budget et les finances communales, (9) La solidarité internationale, (10) Le logement, et (11) La sécurité.
3. <http://www.moc.be>

Un outil pédagogique

En soutien à la phase de sensibilisation et d'interpellation, un outil pédagogique a été créé sous forme de jeu de société. Les objectifs poursuivis par cet outil sont multiples: provoquer un questionnement autour des effets du processus de mondialisation sur la santé dans le monde; sensibiliser à l'importance de s'informer, de mieux comprendre les enjeux et de s'impliquer activement face à cette problématique; favoriser une appropriation et une vulgarisation des connaissances sur les thématiques liées à la santé, la mondialisation et les revendications politiques de la campagne; informer sur le contenu des 6 revendications et enfin amener les participant-e-s à se positionner par rapport à ces revendications.



Le but de ce jeu est d'obtenir des pièces d'un puzzle tout en réalisant un parcours et en solutionnant positivement au moins 3 fiches. Chaque planche représente une «revendication» pour laquelle 3 types de questions sont proposés en lien avec la mondialisation, la santé et les revendications elles-mêmes.

Pour chaque type de fiche, vous serez confrontés à différentes méthodes:

- «**Tabou**»: faire deviner un mot sans utiliser d'autres mots habituellement associés.
- «**Quiz**»: question-réponse: répondre à des questions ouvertes, fermées, à choix multiples,...
- «**Maxime**»: argumenter la maxime et la mettre en débat s'il y a une contre argumentation.
- «**Jeu de rôle**».

Cet outil est dans sa phase finale de réalisation et sera accessible très prochainement.

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LA CAMPAGNE ET LE JEU, CONTACTER SOLIDARITÉ MONDIALE AU 02/246.38.81 OU NICOLE TINANT AU CIEP AU 02/246.38.41

PLUS SPÉCIFIQUEMENT LA SANTÉ

La santé est-elle un produit commercial, au même titre que tous les autres biens de consommation comme certains voudraient nous le faire croire?

Cette logique mercantile est à l'origine de l'exclusion encore aujourd'hui, de deux milliards d'êtres humains du droit essentiel aux soins élémentaires. Bien que

la sagesse populaire nous enseigne que «la santé n'a pas de prix», des endémies (malaria, sida, tuberculose,...) tuent chaque année plus de 10 millions de personnes à travers le monde. Les contraintes imposées par l'OMC en matière de commerce induisent des effets qui in fine appauvrissent les pays bénéficiaires de l'aide au développement ou les empêchent,

notamment par l'instauration des brevets, d'accéder aux médicaments essentiels.

La logique axée sur le «profit» doit être transformée en un enjeu de santé publique. C'est dans cette perspective que la campagne «Pensons le monde... autrement» avec la défense de 6 revendications a été construite avec les organisations (notamment mutuelle, CSC).

UN PROCESSUS D'ÉDUCATION PERMANENTE

Ces revendications s'inscrivent dans une dynamique du développement initiée et soutenue par de nombreux acteurs de la coopération belge et internationale. L'Éducation permanente a été mise dès le départ au cœur de l'élaboration du processus avec les différents acteurs de terrain et partenaires pour aboutir à un cahier de revendications politiques. Un temps important a permis d'améliorer la compréhension de cette thématique et ainsi d'établir des choix prioritaires sur les problématiques considérées comme les plus pertinentes. Ce travail s'est basé sur des analyses critiques de différents experts consultés. Cette étape d'information fut nécessaire pour aider les acteurs de terrain à saisir la complexité des différentes problématiques et les replacer dans un contexte global.

Ces réalités ont ensuite été revisitées avec la grille d'Ardoine. Ainsi, pour chaque niveau d'action (personnel, interpersonnel, groupal, organisationnel, etc.), nous avons repéré par thématique les différents enjeux, les acteurs et les

☐ J'adhère aux revendications de Solidarité Mondiale

☐ Je souhaite être informé des actions menées
par Solidarité Mondiale

Nom

Adresse

Email

Signature

actions à mettre en œuvre. Sur base de ce travail, les revendications ont été construites et différentes actions à mener, les publics-cibles et les stratégies ont été choisis.

Après cette étape de débats et d'analyse critique, des propositions prioritaires ont été retenues pour dégager les pistes d'action à mener.

Les revendications politiques de la campagne visent 6 objectifs concrets:

- La promotion du refinancement du Fonds Global des Nations Unies pour le traitement du sida, de la malaria et de la tuberculose.
En 2001, ce fonds a été créé pour s'attaquer massivement à ces 3 maladies qui tuent des millions de personnes chaque année. En tant que partenariat entre gouvernements, société civile, secteur privé et communautés affectées, ce fonds constitue une approche innovante du financement international de la santé. Or, en 2005, beaucoup de pays n'ont plus rempli leurs engagements à l'égard de ce fonds qui, ainsi, n'a plus eu les moyens de remplir ses missions. Par exemple, la Belgique a réduit sa participation de 6 à 1 million d'euros en deux ans.
- La suppression de tous les freins qui empêchent aujourd'hui la mise à disposition de médicaments génériques aux populations des pays non producteurs... car le droit à la vie prime sur le droit des brevets. Les brevets sur la propriété intellectuelle

le sont aussi imposés par l'OMC sur les médicaments. Ils «protègent» pendant minimum 20 ans les firmes pharmaceutiques contre les copies et leur permettent le libre choix du prix, ce qui interdit l'accès de fait à ces médicaments aux pays les plus pauvres. Cependant, un accord a été conclu à Genève en 2003 afin d'autoriser l'exportation de copies génériques des médicaments brevetés vers des pays qui n'ont pas les capacités de production. Or, les pays riches entravent la mise en œuvre de cet accord en imposant des conditions administratives inhabituelles.

- La transparence de l'information sur les prix des médicaments et la réduction de ces prix. Dans ce sens, nous sommes favorables à l'instauration d'un système inspiré du modèle néo-zélandais, appelé «système kiwi», mais amélioré avec notamment des garanties pour l'emploi dans les industries pharmaceutiques installées en Belgique et un système obligeant ces entreprises à produire des médicaments essentiels accessibles aux populations des pays du Sud.
- L'instauration d'une taxe de solidarité sur le chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques. Le prélèvement d'une taxe de 1% sur leur chiffre d'affaires mondial rapporterait 4 milliards d'euros. Cette taxe aurait pour objectif de financer la recherche et la production de médicaments essentiels pour soigner les populations atteintes de maladies tropicales dites «négligées» ou «oubliées».

- Le soutien de nos partenaires locaux du Sud dans leurs luttes pour obtenir plus de moyens de leurs États pour promouvoir la santé et diminuer les dépenses de prestige ou d'armement. Ces revendications seront également relayées auprès de la Commission européenne (DG développement) afin que le soutien financier pour la mise en place de systèmes de protection sociale constitue un réel axe prioritaire de leurs programmes de développement.

- La promotion de l'utilisation de médicaments génériques essentiels (M.E.G.). Afin d'améliorer l'accès à la santé des populations du Sud et contrer l'indécent marketing des firmes pharmaceutiques, les différentes actions soutenues viseront à promouvoir la prescription en dénomination commune internationale (D.C.I.) et favoriser la disponibilité et l'accessibilité de ces médicaments aux populations qui en ont besoin.

QUE FAIRE? SOUTENIR ET DIFFUSER NOTRE CAMPAGNE

La phase actuelle est la sensibilisation et la diffusion auprès d'un large public des différentes revendications politiques pour donner une visibilité et un poids encore plus grands à cette campagne d'adhésion. Forts des multiples signatures récoltées, nous pourrions ainsi interpeller les différents niveaux de pouvoir concernés par ces questions.

En nous renvoyant le talon ci-joint et en faisant connaître notre campagne auprès de vos connaissances, vous poserez un acte citoyen et augmenterez ainsi la force de nos revendications. ■



Un Rendez-vous à ne manquer sous aucun prétexte

Qu'est-ce qui rassemble en un traditionnel même lieu les formateurs et animateurs engagés à l'ISCO, dans les AID et l'Alpha autour de thèmes aussi variés que «Les énergies», «L'extrême-droite» et «Les motivations»?

Réponse: la journée de recyclage et d'échanges pour les formateurs ISCO, AID et Alpha. Pour certains, c'est un moment privilégié de rencontre entre formateurs, un espace de formation, un lieu d'échange de pratiques pédagogiques et de partage de savoirs.

Le rendez-vous «Pour ne pas former idiot» vous est fixé cette année le 11 mars 2006 à Namur.

AU MENU

- 9h15** Accueil
Bourse aux outils et Librairie
- 9h45** Introduction à la journée: présentation des ateliers
 - 1. Les énergies
 - 2. Extrême-droite
 - 3. Les motivations à la formation
- 10h15** Approche théorique et politique des thématiques
- 12h30** Dîner
Librairie (Clôture à 14h00)
- 14h00** Ateliers-échange de pratique de formation: approche pédagogique et présentation d'outils
- 16h00** Conclusions de la journée

PUBLIC VISÉ

Cette journée de formation s'adresse tout particulièrement aux formateur-trice-s ISCO, aux coordonnateur-trice-s AID, aux permanent-e-s Ciep, aux formateur-trice-s en alphabétisation et à tout autre formateur-trice du milieu associatif.

CÔTÉ PRATIQUE

- Date** Le samedi 11 mars 2006 de 9h15 à 16h00
- Lieu** Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur. Facultés des Sciences économiques, sociales et de gestion, Rempart de la Vierge 8 (1er étage) à 5000 Namur.
- P.A.F.** gratuit

Une invitation plus complète vous parviendra en début d'année.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES: CONTACTER FRANCINE BAILLET AU 02.246.38.41-42-43 - FAX: 02.246.38.25 - E-MAIL: COMMUNAUTAIRE@CIEP.BE

De nouveaux groupes Isco un peu partout en Wallonie et à Bruxelles

• Bruxelles-santé

En collaboration avec la mutualité Saint-Michel de Bruxelles, l'ISCO lance un nouveau groupe santé-autonomie. En fonction des intérêts des participants, les contenus de cours se construiront autour des thématiques de santé et intergénérationnelles. Personne de contact: Virginie Maingain, 02/508.89.64 ou 60, uniquement l'après-midi.

• Charleroi Animation-Gestion¹

Soirées d'information les mercredi 11 janvier 2006 à 17h00 et mardi 24 janvier 2006 à 20h00, à Notre Maison, boulevard Tirou 167, 1er étage, salle AB.

• Mons-La Louvière Animation-Gestion¹

• Brabant wallon (Ottignies-Louvain-la-Neuve) Mondialisation-Altermondialisation.

Démarrage fin janvier 2006 à Ottignies. Contacter Anne-Lise Cydzik, Moc, Bd Fleur de Lys 25 à 1400 Nivelles. Tél. et fax: 067/84.16.04, courriel isco@mocbw.be, site web: <http://www.mocbw.be>

• Virton ISCO Général.

Séances d'information le lundi 9 janvier 2006 à 19h30 à la Mutualité Chrétienne, rue du 5 septembre à Saint-Léger et le lundi 23 janvier 2006 à 19h30 à la Mutualité Chrétienne, place Paul Roger 1 à Virton.

• Liège Animation-Gestion.

Intéressé-e, téléphonez à Wilfried Schleck au 04/232.61.61.

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LE LANCEMENT DE CES GROUPES, LA FILIÈRE ET LES SOIRÉES D'INFORMATION, CONTACTER LE RESPONSABLE ISCO DES RÉGIONS CONCERNÉES DONT LES COORDONNÉES SE TROUVENT EN PAGE 23.

LE BAGIC,

UNE FORMATION PROFESSIONNELLE EN 2 ANS

Le Ciep propose une formation à la coordination de projets culturels et sociaux en action collective qui donne des outils scientifiques d'analyse et d'action pour assumer des responsabilités de gestion et de coordination de projets dans une démarche d'Education permanente. Session 2006-2007: démarrage en janvier, ensuite tous les vendredis et 3 samedis par an.

RENSEIGNEMENTS: 02/246.38.41 BAGIC@CIEP.BE

¹ Ces groupes sont réservés aux délégués et militants syndicaux

Un témoin parle: le commandant d'Auschwitz...

Dans sa première édition en 1959, le Comité international d'Auschwitz présentait ainsi ce livre: «Rudolf Hoess a été pendu à Auschwitz en exécution du jugement de 1947. C'est au cours de sa détention à la prison de Cracovie et dans l'attente du procès que l'ancien commandant du camp a rédigé cette autobiographie sur les conseils de ses avocats et des personnalités polonaises chargées de l'enquête sur les crimes de guerre nazis en Pologne (...). Conçu dans un but de justification personnelle, mais avec le souci d'atténuer la responsabilité de son auteur en colorant le mieux possible son comportement, celui de ses égaux et des grands chefs SS, ce document projette une lumière accablante sur la genèse et l'évolution de la «Solution finale» et du système concentrationnaire. Ce «compte-rendu sincère» représente l'un des actes d'accusation les plus écrasants qu'il nous ait été donné de connaître contre le régime dont se réclame l'accusé, et au nom duquel il a sacrifié, comme ses pairs et supérieurs, des millions d'êtres humains en abdiquant sa propre humanité.»

La préface de Geneviève Decrop, auteur «Des camps au génocide: la politique de l'impensable», replace en perspective ce texte fondamental d'une importance capitale pour l'histoire de notre temps. Dans cette édition de poche, l'introduction scientifique montre en quoi les avancées de l'historiographie de la Shoah apporte un nouveau regard sur cette époque. Un seul commentaire: lire cette confession glaçante mais fondamentale permet de mieux saisir l'enchaînement de la déshumanisation totale. ■

RUDOLF HOESS, LE COMMANDANT D'AUSCHWITZ PARLE, PARIS, Ed. LA DÉCOUVERTE, 2005 (LA DÉCOUVERTE/POCHE, COLL. ESSAIS, 193).

Vivre à La Docherie des années 20' à 60' dans un quartier populaire

Hameau situé sur la commune de Marchienne-au-Pont, la Docherie est souvent perçue comme une zone délaissée, concentré de misère économique, sociale et culturelle. Quartier à forte densité de population immigrée, au revenu moyen très bas, d'une précarité de vie réelle, déserté par les commerces,... la rumeur accable les habitants de tous les maux de la ville. Or, nombre d'entre eux, plus anciens, se souviennent de son époque de gloire. La réputation de la Docherie était alors celle d'une cité vivante, festive, au dur labeur, qui offrait de multiples activités et manifestations. Ils ont voulu se réapproprier leur histoire. Avec Gwenaëlle Verjans, historienne, une démarche de mémoire collective a été entreprise. Si ses origines familiales lui ont permis d'être en contact avec le mouvement ouvrier, c'est dans le cadre d'une recherche en sociologie qu'elle découvre le pays noir en 2001. Des témoignages et des récits de vie sont ainsi collectés. Ce livre, alimenté de nombreuses sources historiques, de graphiques, de chansons et de photographies d'époque, retrace la vie quotidienne, sous tous ses aspects, des fêtes aux métiers en passant par les tâches ménagères, l'alimentation, l'éducation, la santé,... Il permet aussi de se rendre compte des mutations de la vie sociale durant cette période, et ne manquera pas d'intéresser les enseignants, étudiants, chercheurs et amateurs d'histoire sociale ou d'ethnologie, notamment avec son cahier de photos et de documents originaux. Car cette histoire, au-delà d'une chronique locale, est particulièrement exemplative du mode de vie ouvrier et populaire en Wallonie.

Cet ouvrage sur l'histoire de la Docherie, un quartier durant une période florissante, celle des industries et des avancées sociales, est une synthèse entre un coup de cœur et une approche historique. ■

GWENAËLLE VERJANS, LA VIE QUOTIDIENNE À LA DOCHERIE. UN QUARTIER POPULAIRE DE WALLONIE DES ANNÉES 20' À 60', Ed. COULEURS LIVRES, 2005. TÉL ET FAX: 071/32.63.22, COULEURLIVRES@SKYNET.BE



Dates à épingler

FORMATIONS DU CIEP

DÉBUT 2006

- Formation politique pour les cadres des organisations du Moc - Elections communales - le 23 février 2006
- Formation des nouveaux animateurs-trices en intermouvement dans le cadre du Moc - les 31 janvier, 1er et 10 février, 9, 21 et 22 mars 2006
- La conduite de réunions - les 17 et 24 janvier, 9 et 16 février 2006
- La supervision - les 24 janvier, 9 et 13 février 2006
- La gestion de projet - les 7, 14 et 28 mars 2006
- L'animation de débats - les 16 et 30 mars 2006
- L'approche comptable et juridique d'une asbl (week-end Bagic ouvert à d'autres participants) - les 29 et 30 avril 2006
- Déminons l'extrême-droite - les 30 janvier et 20 février 2006
- Formation-action «Déminons l'extrême droite» - les 21 et 28 avril 2006

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET INSCRIPTIONS AUPRÈS DE FRANCINE BAILLET:
02/246.38.41 - E-MAIL: COMMUNAUTAIRE@CIEP.BE

LE BAGIC

- Session 2006-2007: démarrage les 27 et 28 janvier, ensuite tous les vendredis et 3 samedis par an.

RENSEIGNEMENTS: CHRISTIAN BOUCQ: 0477/53.00.28, FRANCINE BAILLET: 02/246.38.41
BAGIC@CIEP.BE

RECYCLAGE ISCO-AID-ALPHA

- Le 11 mars 2006 aux Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur. (cfr article page 21 dans «Vie de l'Isco»)

LA SEMAINE SOCIALE 2006

Comme chaque année, les militants et sympathisants du Moc et de ses organisations se retrouveront en avril pour participer à ce vaste forum progressiste qu'est la Semaine Sociale.

Date: les 12 et 13 avril 2006.
Lieu: CEME (Charleroi Espace Meeting Européen)
rue des Français 147 à 6020 Charleroi
Thème: Le Logement

SECRÉTARIAT ET RENSEIGNEMENTS: CHAUSSÉE DE HAECHT 579 à 1030 BRUXELLES.
TÉL: 02/246.38.51. FAX: 02/246.38.55

Adresses des centres régionaux du Ciep

BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
02/508.89.60

CHARLEROI - THUIN

Charleroi
boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56
Thuin:
rue du Pont, 11 - 6530 Thuin
071/59.16.13

COUVIN

rue de la gare 1 - 5660 Couvin
060/37.84.48

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:
av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31

Mouscron:

rue St Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LA LOUVIÈRE

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20

LIÈGE

rue St Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61

HUY

av. Albert 1er, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

MONS

rue des Canonniers, 3 - 7000 Mons
065/35.39.63

NAMUR

place l'Illon, 17 - 5000 Namur
081/22.68.71

VERVIERS

rue Laoureux, 28 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700 Eupen
087/59.46.30



Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC
(CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:

Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
e-mail: communautaire@ciep.be



Avec le soutien de la Communauté Française de Belgique